

Myriam Abaied

Pour une éducation populaire dans le contexte luxembourgeois

Le Luxembourg vit à bien des égards une situation unique : plurilingue et richement influencé par les flux migratoires, le pays se veut ouvert sur le monde, riche de ses pluralités linguistiques, culturelles et ethniques, offrant ainsi une terre fertile et citoyenne en partage.

Les réformes sur le vivre-ensemble inter-culturel sur les plans local, régional et national ainsi que la création au ministère de l'Education nationale d'un service dédié à l'intégration et à l'accueil scolaire des élèves nouvellement arrivés reflète cette volonté « d'opérer un changement de paradigme » sur le plan éducatif.

Quelle place tient l'éducation populaire dans cette constellation ?

A l'échelle nationale, 47,2 % de la population ne dispose pas de la nationalité luxembourgeoise. Sur le plan éducatif, cette réalité se traduit par une légère baisse (44,2 % pour le fondamental et 41,4 % pour le secondaire), marquée toutefois par un pourcentage révélateur d'enfants pratiquant une langue autre que le luxembourgeois à domicile.

Pour nuancer ce contraste, il faut prendre en considération la singularité de la démographie luxembourgeoise et la mise en

lumière de l'un de ses aspects. La première langue parlée à domicile est souvent croisée par la transition citoyenne des parents durant la vie scolaire de l'enfant. Cette réalité sociale est partagée par un nombre significatif d'enfants et de parents devenant luxembourgeois au cours de la scolarisation de leur enfant. Cette transition citoyenne des parents et de l'enfant est un phénomène répandu. Elle demande aux

La première langue parlée à domicile est souvent croisée par la transition citoyenne des parents durant la vie scolaire de l'enfant.

nouveaux citoyens d'intégrer de nouvelles responsabilités, droits et devoirs civiques qui ne sont pas forcément transmis au sein de la structure familiale.

Si l'étude PISA 2022 rapporte que les résultats « montrent une baisse inédite de la performance des élèves dans l'histoire de Pisa », cela ne doit pas être considéré comme un échec en soi, mais plutôt comme la manifestation de nouveaux besoins et méthodes d'apprentissage en

phase avec les bouleversements scolaires et sociaux induits par la pandémie de Covid-19. Et même si le Luxembourg n'a pas participé à l'étude PISA, ce besoin s'y fait aussi sentir, vu la singularité démographique du Luxembourg, notamment en termes migratoires et linguistiques.

Reflétant le potentiel qu'engendrerait la transmission de valeurs communes, ce constat permettrait d'offrir aux élèves, aux enfants et aux jeunes du Luxembourg un nouveau champ des possibles ancré dans l'acceptation et l'enrichissement mutuel des identités plurielles.

Le plan d'études du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques vient rappeler ce besoin : « Un autre devoir est la socialisation de l'enfant et du jeune. Au sein de l'école, il apprend à trouver sa place au sein d'une société démocratique, à promouvoir les structures sociales et les valeurs de cette société et à engager régulièrement une réflexion sur celles-ci. Un troisième devoir de l'école est la subjectivation de l'enfant et du jeune. L'éducation à l'école a un impact sur le développement

Myriam Abaied est chargée de projets pédagogiques et travaille pour l'ASBL Association de soutien aux travailleurs immigrés.



de l'enfant en tant que personne. L'enfant doit devenir le sujet de ses actions. »

Paolo Freire, pédagogue du courant d'éducation populaire libératrice, définit l'éducation populaire « comme un effort de mobilisation, d'organisation et d'émancipation des classes populaires, capacitation scientifique et technique¹ ». Considérant qu'il existe une relation étroite entre l'école et la vie politique, Paolo Freire voit dans cet effort la capacité d'un pouvoir d'agir collectif transmis par une conscientisation des problématiques sociales.

L'éducation populaire, dans le cadre de l'enseignement formel ou non formel, offre les possibilités de bâtir une passerelle citoyenne qui tienne compte des cinq compétences clés décrites dans le plan d'études ainsi que de la création d'une passerelle entre éducation formelle et non formelle. Car l'une des missions de l'éducation populaire consiste en une prise en considération de l'expérience sensible des enfants² et des jeunes (le plurilinguisme, la migration et la lutte contre les discriminations en sont des exemples concrets) et dont la mission est de questionner, de rechercher des alternatives, des solutions centrées autour du bien-être et du développement du jeune citoyen en devenir.

L'éducation populaire, incarnant des valeurs de justice, de coopération, de solidarité et d'émancipation, permet la mise en pratique d'un aspect essentiel du vivre-ensemble centré sur l'enfant. Elle offre à ce dernier la confiance de s'ancrer dans la société civile à travers le renforcement du sentiment d'appartenance, d'une part, et à une éducation citoyenne mondiale consciente, d'autre part.

Fondée sur la réalité sociale des individus les plus éloignés du droit, l'éducation populaire n'est pas neutre. Au contraire, la conscientisation et l'évaluation critique permettent par le biais de l'action collective de créer du droit. En cela, elle est un outil de démocratie directe, car elle place les individus, l'expérience et les questionnements sociaux au cœur de son apprentissage.

L'accompagnement des professionnels de l'éducation formelle et non formelle, mais aussi l'implication active des parents deviennent autant de ressources essentielles ayant le pouvoir d'alimenter le développement de l'enfant. ♦

- 1 Irène PERREIRA, *Petit manuel d'éducation populaire conscientisante*, Les cahiers de pédagogies radicales, Collection Opuscules, 2021, p. 5.
- 2 Rapport national 2022 sur la situation des enfants au Luxembourg.